

Mécomptes publics - Déficit 2018

Un léger relâchement des efforts budgétaires annoncés

C'est pourtant quand la conjoncture est bonne que les efforts doivent être très substantiels



par François Ecalte

Dans son rapport au Parlement préalable au débat d'orientation des finances publiques, en juillet dernier, le gouvernement prévoyait de ramener le déficit public à 2,7 % du PIB en 2018, malgré d'importantes baisses d'impôts, grâce à une stabilisation des dépenses publiques en euros constants. Objectif ambitieux mais nécessaire dans un pays qui est au premier rang de l'OCDE pour ses dépenses publiques.

Les dernières annonces des ministres chargés des Finances publiques et les informations recueillies par certains médias laissent entendre que le déficit public prévu pour 2018 est désormais de 2,6 % du PIB, mais aussi que les dépenses publiques pourraient augmenter d'environ 0,4 % en euros constants. Le gouvernement semble donc compter sur une croissance des recettes publiques plus forte que prévu en juillet pour réduire le déficit. Cette bonne surprise sur les recettes pourrait résulter non des prévisions macroéconomiques, corrigées seulement à la marge, mais d'une plus forte "élasticité" des impôts, notamment la TVA, à la croissance de l'activité économique.

"Cela signifie que le redressement des comptes publics viendra moins d'efforts d'économie, même s'ils restent très importants, et plus de facteurs conjoncturels – ce qui pourrait être inquiétant car ce redressement serait alors moins durable"

Cela signifie que le redressement des comptes publics viendra moins d'efforts d'économie, même s'ils restent très importants, et plus de facteurs conjoncturels – ce qui pourrait être inquiétant car ce redressement serait alors moins durable.

La conjoncture économique actuelle est pourtant très bonne et propice à un effort d'économie très substantiel, dont les éventuels effets négatifs sur l'activité pourraient être aisément supportables.

Attention aux prétextes

Les ministres ont, par exemple, annoncé que seulement 1 600 postes seront supprimés dans la fonction publique d'État, alors que 50 000 suppressions sont prévues sur la durée du quinquennat, parce qu'il est nécessaire au préalable de disposer d'une analyse approfondie des activités de l'État et de se concerter avec les parties prenantes. Les réformes et les économies associées sont donc reportées à 2019 et au-delà. Leur argument est en principe recevable, mais il a été utilisé par de nombreux gouvernements dans le passé pour toujours renvoyer à plus tard les réformes.

"Il ne faudrait pas que ce léger relâchement soit le signe avant-coureur d'une politique beaucoup moins rigoureuse qu'annoncé"

Il est encore bien trop tôt pour apprécier la politique budgétaire du gouvernement, encore très peu détaillée, et il faut attendre le projet de loi de finances pour en avoir une vision claire. En outre, un objectif de croissance des dépenses publiques de 0,4 % en euros constants serait déjà difficile à atteindre, mais il ne faudrait pas que ce léger relâchement soit le signe avant-coureur d'une politique beaucoup moins rigoureuse qu'annoncé.

Le site www.fipéco.fr développe les analyses de François Ecalte.

A lire également

1976 – 2016 - Quarante ans de déficits publics

Nous ne respecterons pas la règle des 3% de déficit en 2018

Dépenses publiques, où sont les économies ?